



Communication présidentielle et audience

Tebboune nomme Belaïd Mohand Oussaïd et reçoit Ahmed Benbitour



Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Obtention de logements toutes formules confondues

«Les Algérois devraient être prioritaires sur ceux des bidonvilles»

Page 3

Quatorzième année - N° 4968 - Lundi 30 décembre 2019 - Prix : 10 DA

Marché des fruits et légumes

Une hausse des prix spectaculaire

Page 3

Menace d'une guerre directe entre la Turquie et l'Egypte

Par Mohamed Habili

Au plan privé comme au plan collectif, la prudence commande de toujours envisager le pire, même s'il n'est pas sûr. De sorte que s'il advient, on n'aura pas été pris au dépourvu par lui, et s'il n'advient pas, on n'aura rien perdu à avoir pris contre lui ses précautions. Pour autant, envisager le pire ne veut pas dire seulement se donner la peine d'y réfléchir, mais prendre des mesures de même que si on était sûr qu'il va se produire. Le pire a chaque fois un visage différent. La forme qu'il revêt en cette fin d'année au plan collectif, c'est, eu égard à l'intention déclarée de la Turquie d'envoyer des troupes à Tripoli, le risque d'une guerre à nos frontières orientales. Une guerre qui si elle venait à éclater ne laisserait pas indifférent notre pays, cela va sans dire. Tant que la guerre en Libye était entre deux factions libyennes, qui n'en appellent pas à l'intervention étrangère directe, bien qu'elles soient soutenues par des alliés extérieurs, l'Algérie pouvait s'en tenir au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats sans que cela ait sur elle des répercussions particulièrement négatives. Notons tout de même que c'est sa neutralité, à l'image de celle de la Tunisie, qui elle d'ailleurs ne la pas toujours été, qui a fait qu'elle n'a pas été invitée à la conférence de Berlin, censée se tenir le mois prochain, de même que la Tunisie.

Suite en page 3

Nommé Premier ministre pour appliquer le programme de Tebboune

Les grands chantiers et défis de Djerad



Ph/D. R.

Abdelaziz Djerad, nommé à la tête de l'Exécutif pour appliquer le programme du Président Tebboune qui prône l'urgence du rétablissement de la confiance et trouver la solution à la crise que connaît le pays a, pour première lourde mission, de former le gouvernement. L'homme devra ensuite trouver une solution à une situation d'extrême urgence.

Lire page 2

Conditions de vie à Béjaïa

La route nationale coupée par des citoyens de Djebira

Page 24

Tizi-Ouzou/ Lumière sur la nouvelle scène de la chanson amazighe De jeunes talents font vibrer l'âme des mélomanes

Page 13

Nommé Premier ministre pour appliquer le programme de Tebboune

Les grands chantiers et défis de Djerad

■ Abdelaziz Djerad, nommé à la tête de l'Exécutif, pour appliquer le programme du Président Tebboune qui prône l'urgence du rétablissement de la confiance et trouver la solution à la crise que connaît le pays, pour première lourde mission, de former le gouvernement. L'homme devra ensuite trouver une solution à une situation d'extrême urgence.

Par Louiza Ait Ramdane

Djerad va devoir constituer, dans un délai très court, un gouvernement visant à constituer une «nouvelle République» promise par le président Tebboune. A travers le profil du Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune donne un aperçu de la composante du nouveau gouvernement. Ainsi, ce nouveau gouvernement devra être composé de ministres expérimentés issus du monde universitaire, de la haute administration et de la société civile, selon les engagements de campagne du Président Tebboune. La nomination d'un technocrate doublé d'homme au parcours politique avéré, à la tête du gouvernement, laisse entendre que les membres du nouveau gouvernement seront plus ou moins issus de la même sphère. C'est-à-dire des hommes à la fois compétents et porteurs d'une vision politique de leur mission. L'Exécutif sera également constitué de ministres jeunes, comme l'avait promis Tebboune. L'équipe gouvernementale que coordonnera Abdelaziz Djerad sera normalement composée de nouvelles figures politiques. Abdelmadjid Tebboune avait annoncé, lors de sa première conférence de presse qui a suivi son élection, que des ministres âgés de 26 à 27 ans figureront dans le futur gouvernement. L'on sait, d'ores et déjà que, comme annoncé par le Président lui-même, qu'il y aura un nouveau ministère de créer, celui des Start-up.

Chargé d'appliquer le programme du président de la

République Abdelmadjid Tebboune, Djerad devra trouver des solutions pour sortir le pays de la crise actuelle. En plus de la révision de la Constitution, qui relève des compétences du chef de l'État, c'est au gouvernement qu'incombera la tâche de réviser la loi électorale et celle sur les partis politiques.

Ainsi, le président Tebboune s'est engagé à bâtir une «nouvelle République» qui reposera sur une réforme multisectorielle qu'il promet tout en tournant la page des différends et des conflits. Pour instaurer un changement radical du mode de gouvernement en faveur d'une plus grande justice sociale et du respect des droits de l'Homme, il demande à ce que la situation politique actuelle soit rapidement «dépassée» pour que des chantiers puissent être ouverts.

Parmi les principales réformes avancées pour «combler les lacunes de l'actuelle Constitution et éviter au pays tous les risques liés à ces lacunes», selon M. Tebboune, figurent «la réduction des prérogatives du président de la République et l'instauration d'un équilibre entre les différentes institutions». Tebboune a placé aussi la lutte contre la corruption parmi ses priorités, en s'engageant à lutter rigoureusement contre ce fléau, à assainir le pays de ses résidus et à poursuivre la traduction en justice de la bande qui a pillé l'argent public.

Il a promis ainsi, aux Algériens, tout au long de la campagne électorale, de récupérer l'argent volé et placé à l'étranger. En plus de gérer la crise politique, Abdelmadjid



PHO. R.

Tebboune promet également de faire face à une situation économique difficile. Il compte d'abord sur les start-up pour relancer la machine économique. Il souhaite pour cela compter sur les compétences jeunes pour atteindre cet objectif. Il promet également de débureaucratiser l'appareil économique et encourager les investisseurs en débarrassant en même temps des mentalités de favoritisme. Il a promis ainsi, de réhabiliter les hommes d'affaires créateurs de richesses et d'emploi qui sont victimes de «la bande».

En plus de gérer les dossiers économiques et sociaux du pays, Abdelaziz Djerad a la lourde tâche de redorer le blason du pouvoir, fortement écorché par l'expérience précédente. Dans sa première déclaration en tant que Premier ministre, Abdelaziz Djerad a souligné que le défi majeur est celui du «recouvrement de la confiance

en notre société». Il a affiché sa volonté de «travailler avec l'ensemble des compétences nationales, des cadres du pays et des citoyens et citoyennes... pour relever les défis socio-économiques et sortir de cette période délicate que traverse notre pays». L'objectif étant de dépasser cette étape difficile que traverse le pays. Le Premier ministre estime également que «le programme du président de la République est à même de nous permettre de travailler dans l'intérêt suprême du pays».

Par ailleurs, le nouveau Premier ministre ne doit pas ignorer le mouvement populaire, qui entend aller jusqu'au bout de ses revendications. Pour rappel, lors de son passage à la Radio nationale, il y a quelque temps, ce politologue avait souligné la nécessité de prendre en charge les revendications et les préoccupations du peuple algérien.

L'universitaire Abdelaziz Djerad, nommé Premier ministre, jouit d'une grande expérience politique. Il a ainsi occupé d'importantes fonctions au niveau de la présidence de la République où il occupait le poste de conseiller diplomatique sous le défunt Ali Kafi, puis secrétaire général de la présidence sous Liamine Zeroual. Il a eu également à occuper le poste de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de 2001 à 2003 et de directeur de l'Ecole nationale d'administration.

A noter que la désignation de Abdelaziz Djerad au poste de Premier ministre est bien accueillie par les Algériens qui estiment que cet homme n'est pas connu comme élément de l'ancien système. Abdelaziz Djerad a cependant besoin de redoubler d'efforts pour gagner la confiance du peuple.

L. A. R.

Communication présidentielle et audience

Tebboune nomme Belaïd Mohand Oussaïd et reçoit Ahmed Benbitour



nication, porte-parole officiel de la Présidence de la République, indique un communiqué de la Présidence de la République.

BIO EXPRESS de Belaïd Mohand Oussaïd

Belaïd Mohand Oussaïd nommé, dimanche, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ministre conseiller à la Communication, porte-parole officiel de la présidence de la République a occupé plusieurs postes et responsabilités tout au long de sa carrière professionnelle. Né le 20 janvier 1947 en Tunisie, d'une famille originaire du village de Bouadnane dans la wilaya de Tizi Ouzou, Belaïd Mohand Oussaïd est titulaire d'une licence en droit public international et d'un diplôme en sciences politiques. Le ministre conseiller à la Communication, porte-parole officiel de la présidence de la République a occupé plusieurs postes et responsabilités tout au long de sa carrière professionnelle. Il a débuté son parcours en tant que journaliste à la Télévision algérienne, directeur général du quotidien «Echaab», puis directeur général de l'Agence Algérie

presse service (APS), avant d'occuper le poste de directeur du Centre algérien de l'information et de la culture à Beyrouth (Liban). Il était également ambassadeur de l'Algérie à Bahreïn, avant d'assumer les postes de porte-parole officiel du ministère des Affaires étrangères et représentant de l'Algérie auprès de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), puis ministre de la Communication. M. Belaïd est marié et père de trois filles.

Le Président Tebboune reçoit l'ancien Chef du gouvernement Ahmed Benbitour

Par ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche au siège de la présidence la République, l'ancien Chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, dimanche 29 décembre 2019, au siège de la présidence de la République, Ahmed Benbitour, ancien Chef du gouvernement», précise le communiqué.

«Cette rencontre de consultation a per-



mis de passer en revue la situation générale du pays, sa situation économique ainsi que les perspectives d'une action sérieuse pour la mobilisation des compétences nationales et des bonnes volontés en vue d'asseoir les bases de la nouvelle République», ajoute la même source.

R. T./APS

Obtention de logements toutes formules confondues

«Les Algérois devraient être prioritaires sur ceux des bidonvilles»

■ Contrairement à ce qui se pratique depuis des années et continue d'être pratiqué par le nouveau wali d'Alger qui «offre» des logements aux habitants des bidonvilles, «les Algérois devraient être prioritaires dans l'obtention de ces nouveaux logements toutes formules confondues», indique le vice-président de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger.



PH. > D. R.

Par Thinhenne Khouchi

Les bidonvilles ne cessent de pousser comme des champignons à Alger et cela malgré la lutte contre ce phénomène lancé par l'ancien wali d'Alger. En effet, au lieu de louer un appartement «trop cher pour la plupart», la majorité des «nouveaux résidents» à Alger préfèrent construire illégalement des «barakate» appelé aussi «gourbi» (baraqués). Cette pratique illégale a pris des proportions alarmantes ces dernières années et pour cause, tous les habitants des bidonvilles finissent par bénéficier d'un logement social. Pour le vice-président de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, chargé de l'habitat et de l'urbanisme, Yahia Nessel,

c'est cette obtention facile des logements et le non-suivi et le non-jugement des falsificateurs de documents qui a créé la crise du logement dans la capitale». Contacté par téléphone, Yahia Nessel, a insisté longuement sur le fait de redonner la priorité aux Algérois dans l'obtention des logements, indiquant que «normalement c'est uniquement les Algérois qui doivent bénéficier de logement toutes formules confondues à Alger et chaque nouveau résident doit obtenir son logement dans sa ville natale». Il a ajouté que : «il y a des personnes qui n'ont jamais habité à Alger mais ont bénéficié d'un logement ! Car ils ont acheté la résidence ou falsifié leurs documents. Ceux qu'on a démasqué se sont retrouvés en justice mais ils ne sont rien

ne faire bénéficier que les Algérois «les demandes ont été examinées sur la base du fichier national du logement et du fichier de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonegaz) en sus d'autres critères relatifs à la situation sociale». Donc on a passé au peigne fin les 262 000 demandes et les 10 000 souscripteurs de la formule logements promotionnels aidés ayant été sélectionnés vont devoir fournir un dossier comportant d'autres documents qu'on examinera encore pour ne faire bénéficier que les habitants de la capitale. Enfin, il a ajouté que les citoyens qui fournissent de fausses fiches de résidence ou d'autres documents vont se retrouver devant la justice pour falsification de document.

Yahia Nessel a indiqué qu'afin de

T. K.

Marché des fruits et légumes

Une hausse des prix spectaculaire

La mercuriale a connu, ces derniers jours, une hausse fulgurante. Tomate, carotte, pomme de terre, courgette, orange, mandarine... ont toutes vu leur prix flamber. Toujours inaccessibles, les prix des fruits et légumes n'ont pas bougé d'un iota, ils sont toujours hors de portée. Sans répit pour la bourse des faibles revenus, les coûts des principaux produits agricoles restent élevés et le maintien de cette flambée s'explique difficilement.

Ceux qui ont fait leur marché récemment ont certainement senti cette hausse. Des ménagères, rencontrées, n'ont pas été avares en mots pour évoquer la fièvre des prix des légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée. Sur les étales le constat est sans appel. Il faut payer le prix fort pour acheter des légumes. Il

est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste tout au long de l'année mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année.

Les tarifs des produits agricoles affichés sur les étales hier, donnent froid dans le dos et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de cela, ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désespérés. Pour de nombreux consommateurs, cette

spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre.

De nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides, notamment. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 80 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la proposaient à 65 ou 75 DA. Ce tubercule, réputé comme légume des pauvres, est désormais inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descend pas sous la barre des 150 DA/kg et la laitue

est cédée à 110 DA. Les navets et la carotte sont vendus entre 100 et 120 DA/kg. La même fourchette des prix est maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne diffèrent pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, est proposé à 80 DA/kg.

Les haricots verts à 240 DA, les poivrons entre 140 et 180 DA et les courgettes à 150 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane est cédée entre 240 et 260 DA le kg, les oranges entre 140 et 200 DA, les mandarines entre 130 et 180 DA, les pommes à 200 DA.

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

Menace d'une guerre directe entre la Turquie et l'Égypte

Suite de la page une

Elle aurait pris position pour un camp libyen contre un autre, l'ONU et l'Allemagne auraient voulu s'assurer de sa collaboration en vue du rétablissement de la paix en Libye. Le but poursuivi par les organisateurs de cette conférence, c'est de trouver un terrain d'entente non pas entre Libyens mais entre leurs alliés extérieurs. Ils ne l'auraient pas conçue sous cette forme s'ils ne pensaient pas déjà que ce ne sont pas tant des factions libyennes qui sont aux prises les unes contre les autres que des États autres qui se battent par leur intermédiaire. La crise libyenne serait donc d'après eux d'ores et déjà une guerre par procuration. En somme, une guerre où les factions libyennes seraient déjà des mercenaires au service d'intérêts étrangers. Même à croire que les choses en sont déjà à ce point, il n'en reste pas moins que l'intervention directe de la Turquie, dont tout malheureusement indique qu'elle va se produire, changera la donne. Le conflit libyen cessera dès ce moment d'être une guerre par procuration pour commencer à se transformer en guerre directe. Il ne manquera pour le devenir tout à fait que l'intervention directe d'une ou de plusieurs autres puissances étrangères. S'il est un pays qui n'acceptera pas de présence militaire turque en Libye, quitte pour cela à y envoyer sa propre armée, c'est l'Égypte. Comme il est inconcevable que Recep Tayyip Erdogan ne sache pas cela, la question se pose même de savoir si en fait il ne cherche pas la guerre avec l'Égypte. L'entrée de son armée en Libye est plus qu'un casus belli, c'est une déclaration de guerre à l'Égypte. Dès l'instant où le premier soldat turc aura posé les pieds sur le sol libyen, ce qui ne devrait pas trop tarder maintenant, la situation en Libye changerait complètement. Quelle serait alors l'attitude de l'Algérie, et celle des autres pays de la région ? La même que celle qu'ils ont observée jusque-là, c'est-à-dire la stricte neutralité ? Tout en continuant d'appeler à la solution pacifique ? Mais entre qui et qui dans ces conditions ? Ce ne serait plus en tout cas entre factions libyennes, puisque l'entrée de l'armée turque sur la scène libyenne entraînerait celles d'autres acteurs déjà actifs en Libye, la première étant selon toute apparence celle de l'armée égyptienne. Or si la guerre devait éclater entre elles, l'Algérie ne pourrait pas hésiter sur le parti à prendre. Entre un membre de l'Otan, venu occuper un pays voisin ayant fait en 2011 l'objet d'une agression de cette dernière, et un pays de la région qui a pris fait et cause pour son indépendance, à l'opposé de la Turquie, il est clair qu'elle ferait vite son choix.

M. H.

A 11,4 % en mai 2019

Léger recul du taux de chômage en Algérie

■ Le taux de chômage en Algérie a atteint 11,4 % en mai 2019, contre 11,7 % en septembre 2018, enregistrant un recul de 0,3 point, avec un fléchissement substantiel chez les hommes, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Par Mahi Y.

Le nombre de la population en chômage a ainsi été estimé à 1,449 million de personnes contre 1,462 million de personnes en septembre dernier.

Le taux de chômage a fléchi "substantiellement" chez les hommes, passant de 9,9 % en septembre 2018 à 9,1 % en mai 2019, précise l'Office.

Chez les femmes, le chômage a connu une hausse au cours de la même période de comparaison, passant de 19,4 % à 20,4 %.

Des disparités significatives sont observées selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme obtenu, précisent les résultats de l'enquête réalisée par l'ONS, intitulée «Activités, emploi et chômage en mai 2019».

Concernant le taux de chômage des jeunes de la tranche d'âge 16-24 ans, il a atteint 26,9 % en mai dernier contre 29,1 % en septembre 2018, enregistrant ainsi un recul de 2,2 points.

Pour cette tranche d'âge, le taux de chômage a atteint 23,6 % chez les hommes et 45,1 % chez les femmes.

Quant au taux de chômage des adultes (25 ans et plus), il a été de 9,1 % en mai 2019, avec 6,8 % chez les hommes et 17,8 % chez les femmes.

Par ailleurs, la répartition des chômeurs selon le diplôme obtenu fait ressortir que 663 000 chômeurs n'ont aucun diplôme, soit 45,8 % de l'ensemble des chômeurs.

En outre, sur l'ensemble de la population en chômage, les diplômés de la formation profes-

sionnelle en constituent 26,5 % (384 000 chômeurs), alors que les diplômés de l'enseignement supérieur en forment 27,8 % (402 000 chômeurs).

En moyenne, plus de six chômeurs sur dix (62,9 %) sont des chômeurs de longue durée, cherchant un poste d'emploi depuis une année ou plus.

Les chômeurs sont toutes les personnes âgées de 16 à 59 ans, sans travail et qui ont déclaré être disponibles pour travailler et ont entrepris des démarches, sur la période considérée, en vue de trouver un emploi.

Les chômeurs ayant déjà travaillé par le passé sont estimés à 683 000, formant ainsi 47,1 % de la population en chômage, constituée majoritairement d'hommes avec 72,6 %. Près de trois quarts de cette population travaillaient comme salariés non permanents et 72,5 % étaient dans le secteur privé.

Plus de 67 % de la main-d'œuvre constitués de salariés

Sur un autre plan, l'ONS signale qu'en mai dernier, le nombre de la population active a atteint 12,730 millions de personnes contre 12,463 millions en septembre 2018, en hausse de 267 000 personnes.

La population active (ou force de travail) est l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponible sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient en chômage.

Le taux de participation à la force de travail de la population âgée de 15 ans et plus (ou taux



d'activité économique) a atteint 42,2 %, enregistrant un gain d'un demi-point (0,5 %) en mai dernier et par rapport à septembre de l'année dernière. Par sexe, ce taux est estimé à 66,8 % auprès des hommes et à 17,3 % chez les femmes.

Cette augmentation de la population active est résultante d'une augmentation significative du volume de la population occupée (+280 000 personnes), associée à un léger recul de la population à la recherche d'emploi (-13 000 personnes).

Quant à la population occupée

(personnes ayant un emploi), elle a été estimée à 11,281 millions de personnes en mai 2019, contre 11,001 millions de personnes en septembre 2018, en hausse de 280 000 personnes, soit un accroissement relatif de 2,5 %, détaille l'organisme des statistiques.

L'ONS note également que près de sept occupés sur dix sont salariés (67,6 %), tout en observant que cette part est plus importante auprès des femmes avec un taux de 78,6 %.

En outre, les résultats de l'enquête font ressortir que 16,8 %

de la main-d'œuvre totale exerce dans le secteur du BTP (construction), 16,1 % dans l'administration publique hors secteur sanitaires, 15,7 % dans le commerce, 14,9 % dans le secteur de la Santé et l'action sociale et 11,5 % dans le secteur des industries manufacturières.

Par secteur juridique, il est constaté que le secteur privé absorbe 62,2 % de l'emploi total avec 7,014 millions de personnes employées, contre 37,8 % pour le secteur public qui emploie 4,267 millions de personnes.

M. Y.

Présidence/Médias

L'information officielle rendue publique à travers des communiqués de la Présidence de la République via l'APS

La Direction de la presse et de la communication de la Présidence de la République a indiqué samedi que «l'information officielle est rendue publique à travers des communiqués de la Présidence de la République publiés par l'Agence Algérie presse service (APS) et que toute information rapportée en dehors de ce canal est à classer dans la case de la propagande et la désinformation».

Dans un communiqué parvenu à l'APS, «la Direction de la presse et de la communication de la Présidence de la République informe l'ensemble de la presse, supports et plateformes de communication que l'information officielle est rendue publique à travers des communiqués de la Présidence de la République publiés par l'Agence Algérie presse service (APS) et que toute information rapportée en dehors de ce canal est à classer dans la case de la propagande et la désinfor-

mation».

La Direction «affirme que les informations diffusées à travers tout média ou plateforme de communication au titre de scoop ou dans le but de faire accroître à l'opinion publique à une proximité de la source d'information sans respect des lois

de la République et des règles de la déontologie exposeront leurs auteurs aux peines prévues par les lois de la République». Elle rappelle que «le président de la République, Abdelmajid Tebboune, avait annoncé la tenue de rencontres périodiques avec la presse pour

expliquer la situation générale, requérant la pondération et la sérénité, pour répondre à toutes les questions de la presse».

La Direction de la presse et de la communication annonce, dans ce sens, «l'accréditation prochaine de journalistes de différents médias pour la couver-

ture des activités présidentielles, sans distinction ou exclusion aucune».

«La nouvelle République ne saurait être édifiée sans la concrétisation du principe de l'échelle des valeurs», conclut la même source.

R. N.

Formation d'inspecteurs de brigade des forêts

Plus de 4 700 candidats au concours national

Plus de 4 771 candidats issus de 47 wilayas du pays ont participé, samedi à Batna, au concours national d'accès à la formation spécialisée d'inspecteurs de brigade des forêts, a-t-on appris du directeur de l'Ecole nationale des forêts, Othmane Beriki.

Les candidats, qui ont obtenu au moins un diplôme de baccalauréat, concourront pour 100 postes, avec une moyenne de 2 à 3 postes par wilaya, a indiqué à l'APS le responsable, faisant savoir que le concours s'est déroulé dans de bonnes conditions au niveau de trois Facultés de l'université de Batna. Le concours a été supervisé par 450 cadres des forêts relevant des wilayas d'Oum

El Bouaghi, Khenchela, Biskra et Sétif, en plus d'autres responsables de l'Ecole nationale des forêts.

Les candidats concernés suivront des cours pratiques et théoriques à l'Ecole nationale des forêts, sise au chef-lieu de wilaya, durant une période de deux ans, avant de rejoindre leur wilaya d'origine pour accomplir les tâches qui leur seront assignées, a expliqué le directeur.

Notant que le concours est inscrit dans le cadre d'un programme élaboré par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'intervenant a fait remarquer que la formation a été chapeautée par la

Direction générale des forêts pour renforcer le secteur par de nouveaux cadres.

Et d'ajouter que deux autres concours de recrutement d'agents forestiers ont été organisés parallèlement aux centres des forêts de la wilaya de Jijel et de Beni Slimane (Médéa), avec la participation de 3 400 candidats ayant concouru pour 200 postes, soit 100 postes pour chacun des concours.

L'année 2020 sera marquée par l'organisation d'un concours similaire pour la formation de 100 inspecteurs de brigade des forêts (2e session), à l'initiative de l'Ecole nationale des forêts, a ajouté M. Beriki.

Safy T.

Agriculture

La réduction de la facture alimentaire, cheval de bataille du secteur

■ La réduction de la facture des importations des produits alimentaires a été le cheval de bataille du secteur de l'Agriculture en 2019, lequel a gagné le pari d'atteindre l'autosuffisance alimentaire dans certaines filières.

Par Salem K.

Le secteur, qui représente aujourd'hui plus de 12 % du produit intérieur brut (PIB), a réussi, durant l'année qui s'achève, à minimiser les dépenses des importations qui ont dépassé 8,5 milliards de dollars en 2018.

L'abondance de la production qui s'est chiffrée à 2,9 milliards de dollars a également permis à l'agriculture de contribuer à la diversification de l'économie nationale à travers l'exportation des fruits et légumes vers l'Afrique et l'Europe notamment, et de réduire la facture céréalière en réalisant, pour la première fois, une autosuffisance en blé dur.

Dans le cadre de l'organisation des filières, de nouveaux conseils interprofessionnels ont été créés. Il s'agit des conseils professionnels des filières caméline, de l'élevage des chevaux, la filière des plantes aromatiques et médicinales et celle du bois et du liège.

L'Organisation des filières avait concerné, en premier lieu, les produits stratégiques tels les céréales, la pomme de terre, l'oléiculture, le lait, la viande rouge et blanche, l'ail et l'oignon, les légumes secs, les fruits, la viticulture, l'apiculture, les dattes et la tomate industrielle.

L'organisation des filières en association professionnelles leur a permis d'améliorer leur intégration dans l'environnement économique et commercial.



Par ailleurs, elle a facilité au ministère l'opération en cours concernant le recensement des produits de terroirs potentiellement «labelisables» dans l'objectif de les valoriser et de les rendre concurrentiels sur les marchés extérieurs. Les nouveautés de 2019 portent surtout sur la consolidation de la coopération entre les secteurs de l'agriculture et le monde de la recherche qui se sont traduites par la signature de six arrêtés interministériels entre le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour la création d'unités de recherche au niveau de six instituts agricoles.

Il s'agit de l'Institut national de la protection des végétaux

(INPV), de l'Institut national de la vulgarisation agricole (INVA), de l'Institut technique des grandes cultures (ITGC), de l'Institut technique des cultures maraichères et industrielles (ITCM) et de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (ITAFV).

Ces unités de recherches seront financées par la Caisse nationale de recherche et du développement technologique relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

L'entrée en activité de ces unités devrait permettre l'amélioration de la productivité agricole, la gestion rationnelle des ressources naturelles et l'amélioration du contrôle de la santé végétale. Elles devraient égale-

ment permettre de revaloriser les ressources locales, notamment à travers le choix des types de semences

Le rôle incontournable des start-up pour garantir une agriculture durable

Par ailleurs, les pouvoirs publics ont décidé, lors du dernier Conseil du gouvernement de l'année qui s'achève, d'impliquer davantage les jeunes diplômés porteurs de projets innovants pour assurer une agriculture durable et de qualité.

Dans ce cadre, des facilitations nécessaires leur ont été promises, leur permettant de contribuer à l'investissement agricole et au développement des systèmes de production notamment dans le Sud et les Hauts-Plateaux afin de relever le défi de la sécurité alimentaire.

2019 a également été marquée par l'expansion de la production agricole, grâce à l'élargissement des espaces irrigués, estimées à 1,36 million d'hectares ainsi que le réaménagement des points d'eau.

Le secteur s'est, d'autre part, penché sur l'amélioration du cadre de vie des populations rurales, à travers l'électrification des Hauts-Plateaux, des régions du Sud et les steppes sur une longueur dépassant 7 000 km,

ce qui a permis de raccorder les points d'eau aux exploitations agricoles de ces régions. Une grande partie de ces régions a été désenclavée grâce à la réalisation et l'aménagement des pistes agricoles sur une longueur de 9 099 kilomètres. En outre, le dossier de la mise en valeur des terres agricoles, l'attribution des contrats de concession des terres relevant du domaine privé de l'Etat et l'assainissement du foncier agricole figuraient parmi les plus grands chantiers du secteur en 2019.

Par ailleurs, le secteur de la Pêche, en pleine croissance, a été distingué cette année par la hausse des quotas de l'Algérie pour la pêche du thon rouge, passé à 1 444 tonnes, contre 1 306 tonnes en 2018.

Le secteur a également connu une croissance de la flotte de pêche nationale avec 5 617 unités constituées de sardiniers, de chalutiers et de thoniers.

Concernant le secteur aquacole, il a capté un investissement de 75 milliards de dinars en 2019 pour la réalisation de 271 projets. Aussi, 79 zones ont été localisées au niveau national en 2019 pour développer les activités aquacoles, en plus de 75 projets aquacoles en milieu marin et dans l'eau douce avec une capacité de production de 35 000 tonnes.

S. K./APS

En 2019

Le Vietnam a attiré 38 milliards de dollars d'IDE

Le Vietnam a attiré 38 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) en 2019, un chiffre record en 10 ans, en hausse de 7,2 % en glissement annuel, selon un rapport de l'Agence d'investissement étranger (FIA) relevant du ministère de la Planification et de l'Investissement.

Plus de 3 880 nouveaux projets ont reçu des licences d'investissement au cours de l'année, en hausse de 27,5 % par rapport à 2018, apportant 16,75 milliards de dollars de nouveaux capitaux, soit 93,2 % par rapport à l'année dernière.

Parallèlement, 1 380 projets ont été autorisés à mobiliser des capitaux de 5,8 milliards de dollars, en hausse de 18,1 % en

nombre de projets mais en baisse de 24 % en valeur par rapport à la même période de l'année dernière. Une augmentation de 56,4 % a été observée dans les apports en capital et les achats d'actions par les investisseurs étrangers, ce qui porte le montant à 15,47 milliards de dollars et représente près de 41 % de l'IDE total du pays. Selon le rapport, 65 % de ce capital, soit 24,56 milliards de dollars, étaient destinés au secteur de la transformation et de la fabrication, tandis que 10 %, soit 3,88 milliards de dollars, au secteur immobilier et le reste au commerce de gros et de détail et à la science et la technologie.

Parmi les 125 pays et territoires ayant investi dans le Vietnam au cours de l'année,

la Corée du Sud est restée la principale source d'IDE du Vietnam avec 7,92 milliards de dollars, soit 21 % du total.

Hong Kong arrive ensuite avec 7,87 milliards de dollars, Singapour s'est classée troisième avec 4,5 milliards de dollars, suivie du Japon et de la Chine.

La capitale vietnamienne, Hanoï, a attiré la plus grande part des engagements en capital avec 8,45 milliards de dollars, soit 22,2 % du total. Ho Chi Minh-Ville arrive en deuxième position avec 8,3 milliards de dollars ou 21,8 %, suivie par les provinces du sud de Binh Duong et Dong Nai et la province du nord de Bac Ninh.

Dalil O.

Argentine

Accord gouvernement-syndicats sur des mesures visant une sortie de la crise économique

Le gouvernement du président argentin Alberto Fernandez a conclu, vendredi, un accord avec les syndicats et les employeurs visant à faire face à la crise économique que le pays sud-américain traverse depuis près de deux ans.

Il s'agit d'un accord de nature «sociale», signé par le gouvernement, des hommes d'affaires, des syndicats et des organisations sociales, qui vise notamment à trouver une solution durable à la problématique de la dette ainsi que la création d'un

conseil économique et social fédéral.

Le gouvernement et les parties de l'accord sont parvenus à cette entente, conclue lors d'une cérémonie au palais présidentiel «La Casa Rosada», moins de trois semaines après l'investiture du nouveau président qui a succédé à Mauricio Macri. L'accord, baptisé «Engagement argentin pour le développement et la solidarité», stipule l'établissement d'un consensus à long terme pour surmonter la «grave fragilité éco-

nomique et sociale» et une réponse urgente aux conditions sociales des Argentins.

L'accord comprend un programme qui entend créer des emplois, promouvoir les investissements et les exportations à grande valeur ajoutée, faciliter l'accès au logement et aux financements bancaires et encourager les petites et moyennes entreprises.

Dans une déclaration, Alberto Fernandez a indiqué que l'accord vise à établir un dialogue ouvert sur les problèmes aux-

quels est confronté l'Argentine, notant que «nous sommes un pays qui a connu deux années consécutives "2018 et 2019" de baisse de la consommation et plus de 20 mois de faible activité industrielle, et cette situation doit changer rapidement».

Le président argentin avait annoncé en début de semaine que son pays était «hypothéqué et déficitaire», avec des dettes qui dépassent les 300 milliards de dollars.

Les deux chambres du Congrès ont récemment

approuvé un projet de loi rédigé par le gouvernement, visant à résoudre les effets de la crise socio-économique.

Cette loi, déjà entrée en vigueur, permet au gouvernement de prendre des mesures fiscales et autres qui concernent en particulier les secteurs des retraites, des finances, de l'administration, de la santé et des affaires sociales pendant une année entière sans avoir besoin de lois adoptées par le Congrès.

K. L.

Des producteurs de pomme de terre appellent à mettre un terme à la chute des prix

■ Des producteurs de pomme de terre, de la wilaya d'El-Oued, ont appelé samedi à mettre un terme à la «forte» chute des prix de ce produit alimentaire qui «ne couvrent même pas les coûts d'ensemencement».

Par Ghani Y.

Les producteurs, issus de différentes régions productrices de ce tubercule, ont réclamé, lors d'un sit-in observé devant le marché de gros des légumes et fruits à la zone industrielle de la commune de Kouinine, (7 km du chef-lieu de la wilaya), l'intervention des pouvoirs publics, dont le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, pour réguler le marché et mettre un terme à la «forte» chute des prix de la pomme de terre, soulignant que leurs revenus «ne couvrent même pas les coûts d'ensemencement».

Approchés par l'APS, de nombreux agriculteurs ont estimé nécessaire que les services de tutelle agissent dans le sens permettant de dynamiser le système de régulation des produits agricoles de large consommation (Syrpalac), mené dans d'autres wilayas pour protéger le produit agricole de la dégradation.

Ils ont également suggéré l'ouverture du poste frontalier Taleb Larbi, limitrophe aux frontières tunisiennes, en tant que

transit commercial pour faciliter l'exportation, en conteneurs, du produit de la pomme de terre vers la Tunisie.

Par souci de trouver les solutions idoines à ce problème, les producteurs ont opté, en premier lieu à mettre en place une cellule de crise composée des producteurs, soit deux de chaque commune productrice, qui a avancé deux suggestions, dont la première consiste en la suspension d'une semaine de la récolte et la vente du produit, et la seconde porte sur la fixation minimale du prix de la pomme de terre à 35 DA le kg.

Dans sa réponse à ces préoccupations, le directeur des services agricoles, Smail Zerguine, a indiqué que la DSA devra soulever les préoccupations des agriculteurs au ministère de tutelle, notamment la question de lancement du Syrpalac, l'ouverture du poste frontalier de Taleb Larbi pour l'exportation des produits agricoles.

Les agriculteurs qui ont assisté à ce rassemblement se sont, par la suite, dispersés dans le calme après avoir été rassurés par les autorités locales de prendre en charge leurs préoccupations.



La wilaya d'El-Oued renferme une surface agricole dédiée à la culture de pomme de terre vaste de 33 000 ha, soit

46 % de la superficie agricole de la wilaya (80 000 ha), se plaçant à la tête des wilayas productrices à l'échelle nationale avec une

contribution de 24 % à la production nationale, soit une récolte annuelle de plus de 11 millions quintaux. G. Y./APS

2019 à Batna

Amélioration de l'approvisionnement en énergie, portée aux zones les plus reculées

La wilaya de Batna a connu durant 2019 une amélioration de l'approvisionnement en électricité et gaz, et les autorités locales misent désormais sur son acheminement vers les zones les plus reculées.

«On s'attend à porter d'ici la fin de l'année en cours le taux de raccordement au réseau d'électricité à 98 % et celui du réseau de gaz à 90 %, contre respectivement des taux de 96 % et 82 % l'année écoulée», affirme à l'APS le directeur de wilaya de l'Énergie, Alaoua Djari.

Les projets en cours prévoient ainsi le raccordement de 12 000

foyers au réseau de gaz en attendant le lancement des travaux de desserte de 6 800 autres foyers, a indiqué le même cadre, signalant que pour l'électricité, les actions en cours portent sur le raccordement de 2 500 foyers en attendant le lancement des travaux de 10 000 autres branchements en zones reculées.

Le même responsable a affirmé que l'approvisionnement en électricité des 61 communes de la wilaya a réalisé un bond «qualitatif», parvenant jusqu'aux zones montagneuses reculées, ajoutant que toutes les com-

munes de la wilaya sont reliées au réseau de gaz à l'exception de Larbaa, désertée par ses habitants durant la décennie noire et dont le retour conditionne le raccordement.

Les investissements jugés importants engagés dans la wilaya de Batna au cours des dernières années ont étendu l'accès à l'énergie notamment électrique à la faveur notamment de la construction de la centrale de la commune d'Ain Djasser dont la récente extension réceptionnée en novembre passée en a porté, selon le même cadre, la production à sa capacité opti-

male de 800 mégawatts/heure.

Outre le renforcement du réseau national d'électricité, cette centrale a amélioré considérablement l'alimentation en électricité à Batna et dans les wilayas voisines, a précisé le même responsable qui a considéré que Batna figure parmi les quelques wilayas traversées par le GREO (gazoduc de la rocade Est ouest) et la ligne THE (très haute tension), entrés en service en 2017.

Ces deux lignes, a-t-il dit, ont contribué à améliorer l'amélioration de la wilaya en énergie et de répondre à une grande partie de

ses besoins.

Projets prometteurs pour renforcer le secteur de l'énergie

Les services de l'énergie de la wilaya prévoient de consolider les investissements du secteur par l'entrée en activité d'ici la fin de l'année en cours de l'usine de production de turbines réalisée dans la commune d'Ain Yagout, dans le cadre d'un partenariat algéro-américain (groupe Sonelgaz et General Electric).

La seconde tranche de la station 220/400 kilowatts de la commune de Tazoult devra entrer en activité fin décembre courant, selon le cadre qui a noté que cette réalisation consolidera le réseau national et améliorera l'approvisionnement de la partie Est du pays incluant les communes de la wilaya de Batna.

M. Djari a ajouté que le gel maintenu sur nombre de projets du secteur sera levé ainsi qu'annoncé par le ministre de l'Énergie lors de sa dernière visite dans la wilaya.

Selon les services de la Direction de l'énergie de wilaya, la concrétisation de ces projets importants transformera positivement la situation de l'approvisionnement en énergie dans les prochaines années au bénéfice de la wilaya et de toute la région Est du pays.

K. T.

May H.

Sétif

Plus de 52 000 touristes ont visité la wilaya entre juin et septembre

Au total, 52 883 touristes algériens et étrangers de plusieurs nationalités ont visité la wilaya de Sétif dans la période allant de juin à septembre 2019, a-t-on appris samedi de la direction locale du tourisme et de l'artisanat. Dans une déclaration à l'APS, le directeur du secteur Kamel Tighza a indiqué que 79 hôtels de 5 734 lits répartis à travers les communes de Sétif, El Eulma, Hamam Sokhna et autres ont accueilli durant la même période 11 577 touristes étrangers qui ont passé 18 454 nuitées sur un total de 74 000 nuitées réservées aux touristes nationaux et étrangers.

Le parc d'attractions a capté durant cette même période plus de 10 000 visiteurs par jour en plus du parc Mall qui reçoit quotidiennement environ 15 000 visiteurs en plus d'une moyenne quotidienne de 120 visiteurs

à la forêt d'El Eulma et 200 visiteurs au mont Babour, selon le même responsable.

La wilaya de Sétif est devenue une des destinations prisées des touristes nationaux et étrangers grâce à la stratégie tracée pour faire de cette région une destination touristique par excellence, a souligné le même responsable, rappelant les efforts en cours pour l'aménagement et le renforcement des capacités d'accueil et d'hébergement.

Rappelant les caractères du tourisme d'affaires (El Eulma) et le tourisme culturel (zaouias) dont est réputée Sétif, le même responsable a indiqué que les capacités d'accueil devront atteindre les 12 000 lits dans les 2 années à venir. L'investissement dans le domaine touristique connaît un épanouissement «remarquable» grâce aux encouragements et aux avantages mis en place par l'État

au profit des opérateurs privés notamment, a encore souligné, M. Tighza. Le même responsable a indiqué que les efforts sont axés actuellement sur la promotion de l'investissement dans le tourisme thermal et de montagne considérés comme des créneaux à valeur sûre en mesure de capter des nombres importants de touristes.

A ce titre, le même responsable a fait part que la wilaya de Sétif dispose de sites thermiques de dimension nationale comme Hamam Sokhna, Hamam Grou, Hamam El Hama et autres imposantes montagnes comme le mont Megras, le mont Babour, le mont Boutaleb et autres.

La wilaya de Sétif dispose de 79 hôtels répartis à travers ses 20 daïras, 7 auberges et 39 maisons de jeunes, a-t-on rappelé.

Rabat

Des centaines de Marocains manifestent contre l'arrestation d'un journaliste

■ Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, samedi à Rabat, pour dénoncer l'arrestation de journaliste et militant marocain Omar Radi, placé en détention pour avoir critiqué en avril sur Twitter une décision de justice.

Par Racha G.

« Nous ne lâchons pas », « Justice aux ordres », « Cet Etat est corrompu », ont scandé les manifestants devant le Parlement dans la capitale.

M. Radi, 33 ans, a été placé en détention jeudi et son procès a débuté le même jour.

Le journaliste est jugé pour un tweet dans lequel il avait fustigé le verdict d'un magistrat contre des membres du « Hiraak », un mouvement de contestation qui a agité le nord du Maroc en 2016 et 2017, condamnés à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison.

« Ni oubli, ni pardon avec ces fonctionnaires sans dignité ! », avait-il écrit, qualifiant le juge de « bourreau ».

M. Radi encourt jusqu'à un an de prison pour « outrage à magistrat ». La prochaine audience aura lieu le 2 janvier.

Il a collaboré avec plusieurs médias marocains et internationaux et publié des enquêtes sur l'économie de rente ou les collusion entre pouvoir et argent.

En 2016, il a révélé une affaire d'acquisition de terrains de l'Etat à des prix dérisoires par des responsables, dont des conseillers du roi et des ministres.

Plus récemment, il a couvert les nombreux mouvements de contestation ayant agité des

régions marginalisées du royaume.

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a exhorté samedi les autorités marocaines à « libérer immédiatement ce journaliste d'investigation primé ».

« Sa détention et son procès injustifiés surviennent dans une atmosphère de plus en plus suffocante pour les journalistes, dissidents et artistes marocains qui s'expriment sur les réseaux sociaux », a déclaré dans un communiqué Sarah Leah Whitson, directrice Moyen-Orient et Afrique du Nord de HRW.

L'Association marocaine des droits humains (AMDH) a pour sa part fustigé une « campagne féroce de l'Etat contre la liberté d'opinion et d'expression ».

En l'espace de quelques jours au Maroc, un youtubeur a été condamné à quatre ans de prison pour « offense au roi », un lycéen a écopé de trois ans de prison pour une publication sur Facebook et un militant a été placé en détention pour une publication sur les réseaux sociaux.

Un nouveau code de la presse ne prévoyant plus de peines de prison est entré en vigueur en 2016 au Maroc, mais les journalistes continuent d'être poursuivis selon le code pénal, au même titre que des internautes pour des écrits sur les réseaux sociaux. Dans son dernier classement annuel sur la liberté de la presse, RSF a classé le Maroc 135e sur 180 pays.

R. G./APS



Mauritanie

Election d'un nouveau président du parti au pouvoir

Les travaux du 2^e Congrès du parti au pouvoir en Mauritanie, l'Union pour la République (UPR), ont abouti samedi au premier jour du congrès à l'élection d'un nouveau président du parti, conformément à l'ordre du jour, rapportent des médias locaux. Il s'agit de Sid Mohamed Ould Taleb Amar, actuel directeur général de la société nationale des eaux et ancien ministre et ambassadeur aux Nations unies. Outre l'élection du nouveau président, les congressistes ont réaffirmé leur soutien au président de la République Mohamed cheikh Ghazouani. « L'Union pour la République rappelle sa détermination à accompagner le président de la

République dans le processus de réalisation du projet de société qu'il porte la Mauritanie. Nous sommes conscients de l'importance des engagements du président Mohamed Cheikh Ghazouani en matière de justice, d'égalité et de démocratie », a déclaré le président de la commission provisoire de l'UPR. Le parti Union pour la République (UPR), au pouvoir en Mauritanie, a entamé samedi son deuxième Congrès de deux jours, en vue de dessiner une « nouvelle stratégie » politique et soutenir la nouvelle direction de la formation. Très attendu par les partisans et les sympathisants du parti, le deuxième Congrès ouvert à la mi-journée de samedi en

présence de plus de 2200 délégués venus de toutes les régions du pays, devrait adopter, selon des sources concordantes citées par des médias locaux, plusieurs feuilles de route dont économique et sociale pour les prochaines années. Pendant ces deux jours, le parti pour lequel un changement de nom est évoqué doit également évaluer son action et tirer le bilan des années passées. Il adoptera aussi une autre option pour le changement de l'organigramme de l'UPR, ajoutent les mêmes sources. Quelque 2 000 délégués issus de différentes régions du pays prennent part à ce Congrès.

Yanis Y.

Tunisie

Habib Jemli espère annoncer la composition du gouvernement dans les plus brefs délais

Le Chef du gouvernement désigné en Tunisie, Habib Jemli, a formulé le vœu d'annoncer la composition du gouvernement dans les plus brefs délais, se disant déterminé à procéder à une vérification de la compétence et de l'intégrité des candidats. Il a ajouté, à l'issue d'une séance de travail tenue vendredi au Palais de Carthage avec le président de la République Kais Saïed, avoir informé le chef de l'Etat des négociations en cours pour la formation d'un gouvernement composé d'indépendants, comme il l'avait annoncé avant.

Habib Jemli s'est en outre dit déterminé à procéder à une « vérification de la compétence et de l'intégrité des candidats et à leur position apolitique », formant le vœu d'annoncer la composition du gouvernement dans les plus brefs délais, selon un communiqué de la présidence tunisienne. La séance de travail tenue avec le président Kais Saïed a été consacrée aux derniers développements du processus de formation du gouvernement, précise le texte. Habib Jemli avait entamé, depuis le 19 novembre, à Dar Dhiafa à

Carthage, des concertations autour de la formation du futur gouvernement. Le 12 décembre courant, il a sollicité du président de la République de prolonger le délai d'un mois pour former le nouveau gouvernement. Le Chef du gouvernement désigné avait été chargé par le chef de l'Etat le 15 novembre de former le nouveau gouvernement après avoir été proposé par le mouvement Ennahdha, qui a remporté le plus grand nombre de sièges au Parlement lors des dernières législatives.

INLUCC : 205 dossiers de corruption soumis à la justice

L'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC) a transféré à la justice quelque 205 dossiers de corruption présumée en 2018, dont 85 liés aux contrats de concession et de mauvaise gestion dans certains ministères, a indiqué samedi le président de l'Instance, Chawki Tabib. S'exprimant à Tunis, lors d'un point de presse sur le rapport d'activité de l'Instance au titre de 2018, Tabib a cité en exemple 18

dossiers de corruption présumée concernant le ministère de la Défense nationale et 67 autres concernant le ministère des Affaires étrangères, le ministère du Transport, le ministère du Développement et de l'Investissement et le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Dans le même contexte, Tabib a fait état d'une baisse notable du nombre des dossiers de corruption, soumis à la justice en 2018 par rapport à 2017. « Quelque 85 dossiers de corruption constatés dans les départements ministériels ont été transférés à la justice en 2018 contre 386 en 2017 », a-t-il soutenu. Par ailleurs, le président de l'Instance a dénoncé le « manque de rigueur » dans le traitement des dossiers de corruption présumée, faisant remarquer que l'INLUCC était contrainte de les transférer à la justice. Le rapport d'activité de l'Instance au titre de 2018 a été soumis aux trois présidences. Le Parlement avait adopté, en février 2017, une loi anticorruption qui devrait permettre de faciliter la dénonciation de ce fléau tout en protégeant les lanceurs d'alerte.

Lamine Y.

Hani Y./DI

Le Premier ministre italien Giuseppe Conte sur la Libye

Une éventuelle « action militaire » ne ferait qu'« aggraver » la crise

Le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, a déclaré samedi qu'une éventuelle « action militaire en Libye ne ferait qu'aggraver la crise dans ce pays », et réitéré son appel à une solution politique et une « cessation des hostilités ».

M. Conte, qui a discuté de la Libye avec le président turc Recep Tayyip Erdogan lors d'un appel téléphonique la semaine dernière, a déclaré lors d'une conférence de presse de fin d'année, samedi à Rome, qu'« une guerre par procuration en Libye, au lieu de

stabiliser le pays, ne ferait qu'aggraver l'incroyable fragmentation ». Une telle intervention, a-t-il ajouté, « céderait la place à une escalade militaire incroyable, qui ferait tant de victimes civiles et serait sans victoire pour personne ».

M. Conte a appelé à « une intensification des pressions diplomatiques en vue d'une solution politique à la crise libyenne », et a déclaré que le ministre italien des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, pourrait bientôt retourner en Libye pour « pousser la détermi-

nation de l'Italie à œuvrer pour une cessation des hostilités ». « Nous ne pouvons accepter aucune escalade militaire », a déclaré le Premier ministre italien aux journalistes, ajoutant que les pays de l'UE devraient « être unis dans leur position sur la Libye pour une solution politique ». De cette façon, la « cessation immédiate des hostilités peut être obtenue », a-t-il déclaré. M. Conte a encore indiqué que « l'Italie soutient pleinement l'initiative d'une conférence sur la Libye à Berlin début 2020 ».



Irak

Manifestations et grèves, un champ de pétrole à l'arrêt

■ Des centaines d'Irakiens ont bloqué hier pour le second jour consécutif l'accès à un champ de pétrole dans le sud du pays, où plusieurs villes restent paralysées par un mouvement de contestation déclenché il y a trois mois.

Par Rosa C.

Le champ de Nassiriya, à 300 km au sud de Bagdad, qui produit 82 000 barils par jour, est fermé par un sit-in de manifestants qui réclament des emplois, ont indiqué des cadres du secteur pétrolier. Il s'agit de la première interruption du flux d'or noir en Irak, deuxième producteur de l'Opep, depuis le début le 1er octobre d'une révolte inédite depuis des décennies contre le pouvoir accusé de corruption et

d'incompétence, et son parrain iranien. Les administrations et les écoles sont elles fermées dans la plupart des villes du sud irakien depuis plus de deux mois quasiment sans interruption. Hier, à Diwaniya, les manifestants ont de nouveau déclaré la «grève générale» pour faire pression sur des autorités en plein marasme. Sous la pression de la rue, le Premier ministre Adel Abdel Mahdi a démissionné fin novembre et les principales institutions restent incapables de s'accorder sur le nom du futur



PH. > D. R.

chef de gouvernement. Jeudi, le président de la République, Barham Saleh, a menacé de démissionner plutôt que de proposer pour former le gouvernement le nom du candidat voulu par les responsables irakiens proches de l'Iran, puissant voisin qui ne cesse de gagner en influence en Irak. Et si le Parlement vient de voter une réforme électorale, rien n'indique que les élections anticipées réclamées par beaucoup soient organisées bientôt. M. Saleh «a coupé court aux tentatives des partis et des miliciens de tuer la révolution pour protéger leurs intérêts», s'est félicité Oussama Ali, un étudiant qui manifeste à

Nassiriya. «Cela nous encourage à poursuivre notre mouvement pacifique jusqu'à obtenir toutes nos revendications». Les manifestants réclament la fin de la corruption qui a englouti en 16 ans deux fois le PIB de l'Irak et du système politique de répartition des postes en fonction des ethnies et des confessions. Manifestations et piquets de grève ont paralysé également hier les villes de Kout, Hilla, Amara et la ville sainte de Najaf, ont constaté des correspondants de l'AFP. La révolte a été marquée par des violences qui ont fait près de 460 morts et 25 000 blessés, en majorité des manifestants, depuis le 1^{er} octobre. Si

les violences ont récemment baissé d'intensité, la Commission gouvernementale des droits humains a indiqué être toujours sans nouvelle de 56 militants. Et selon l'ONU «des milices» mènent une vaste campagne d'enlèvements et d'assassinats de manifestants et de figures de la contestation. Plusieurs militants ont été assassinés, généralement par balle, dans la rue ou devant chez eux. Et des dizaines d'autres ont raconté avoir été enlevés et emmenés dans une zone agricole proche de Bagdad pendant plusieurs heures ou plusieurs jours avant d'être abandonnés en bord de route. R. C.



Commentaire

Terres

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que le règlement du conflit au Proche-Orient semble être complètement oublié par les Maison-Blanche, la Chambre américaine des représentants, dominée par les démocrates, a exigé que tout plan de paix des États-Unis pour le conflit israélo-palestinien soutienne «explicitement» la solution à «deux États», dans un rappel à l'ordre visant Donald Trump, qui a reconnu il y a deux ans Jérusalem comme capitale d'Israël. Les parlementaires ont adopté une résolution en ce sens, passée presque exclusivement grâce aux voix démocrates. Seuls cinq élus républicains ont voté pour. Selon le texte, non contraignant, «toute proposition des États-Unis pour parvenir à une solution juste, stable et durable au conflit israélo-palestinien doit explicitement soutenir l'objectif d'une solution à deux États». Washington doit en outre «décourager les actes qui éloigneraient encore davantage une fin pacifique au conflit, notamment toute annexion unilatérale de territoires ou tout effort pour instaurer un État palestinien en dehors du cadre de négociations avec Israël». La résolution rappelle le soutien apporté «pendant plus de 20 ans» par les présidents américains démocrates comme républicains à la solution prévoyant un État palestinien au côté de l'État d'Israël, ainsi que leur «opposition au développement des colonies israéliennes». Il s'agit d'un double rappel à l'ordre pour le président milliardaire, qui depuis son arrivée à la Maison-Blanche a multiplié les décisions unilatérales très favorables à l'État hébreu et en rupture à la fois avec la tradition diplomatique américaine et avec le consensus international. Donald Trump a rapidement confié à son gendre et conseiller Jared Kushner la lourde tâche de mettre au point un plan de paix pour parvenir à «l'accord ultime» entre Israël et les Palestiniens, qui n'a toujours pas été présenté. Mais, contrairement à ses prédécesseurs, le milliardaire républicain s'est montré très ambigu sur la solution à deux États, ostensiblement délaissée dans les discours officiels de son administration. Jared Kushner a même expliqué en mai ne pas vouloir y faire référence. Le président américain a en outre reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël, heurtant les Palestiniens qui revendiquent la partie orientale de la ville comme capitale de leur futur État. Il a ensuite reconnu la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan syrien occupé. Enfin, après avoir cessé dans plusieurs documents de parler de la Cisjordanie comme d'un territoire «occupé» par Israël, la diplomatie américaine a annoncé en novembre qu'elle ne considérerait plus les colonies israéliennes comme «contraires au droit international». Cette décision symbolique a été vue par de nombreux observateurs comme un pas vers un éventuel feu vert à l'annexion par Israël d'une partie de la Cisjordanie. Une décision qui, si elle venait à être prise, serait probablement contestée aux États-Unis où la population, surtout les plus jeunes, prennent conscience depuis quelques années du terrible sort réservé aux Palestiniens par Israël, la communauté internationale, et surtout la diplomatie américaine qui a toujours servi à protéger et justifier les pires actes des dirigeants israéliens envers le peuple palestinien. Reste à savoir si parmi les élus aux États-Unis la solidarité envers les Palestiniens grandira assez vite pour empêcher les républicains emmenés par Trump de déposséder ce peuple, officiellement apatride, des terres qui lui appartiennent légitimement. F. M.

New York

Une attaque contre la résidence d'un rabbin fait plusieurs blessés

Plusieurs personnes réunies pour une fête juive ont été blessées samedi soir lors d'une attaque à l'arme blanche contre la résidence d'un rabbin près de New York, ont annoncé les autorités et une association juive. «Un appel est arrivé faisant état d'une attaque de masse à l'arme blanche» contre «la résidence d'un rabbin hassidique», a tweeté l'association juive orthodoxe OJPAC (Orthodox Jewish Public Affairs Council), la police faisant état de l'arrestation d'un suspect. «Cinq personnes blessées par arme blanche, toutes des juifs hassidiques, ont été transportées vers des hôpitaux locaux», a ajouté l'association. L'OJPAC a précisé que deux des blessés étaient dans un état critique. La télévision CBS a de son côté affirmé qu'un homme armé d'une machette avait fait irruption dans la maison de ce rabbin, située à Monsey, à 50 km au nord de New York, où des personnes s'étaient rassemblées à l'occasion de la célébration de la fête juive de Hanouka. Cette localité abrite une importante communauté juive. L'assaillant est parvenu à poignarder au moins trois personnes présentes avant de

prendre la fuite, selon cette même source. Brad Weisel, le chef de la police de Ramapo, qui inclut la localité de Monsey, a indiqué dans un communiqué qu'un suspect avait été arrêté. «J'ai prié pour ma vie», a déclaré Aron Kohn, qui a assisté à la scène. L'arme blanche utilisée par l'assaillant, a-t-il dit au quotidien «New York Times», «avait la taille d'un manche à balai». Selon Yossi Gestetner, co-fondateur de l'OJPAC pour la région de la vallée de l'Hudson, interrogé par le New York Times, l'une des victimes est le fils de ce rabbin. «Il y avait plusieurs dizaines de personnes dans la maison. C'était une célébration de Hanouka», une importante fête juive, a encore déclaré M. Gestetner. En Israël, le président Reuven Rivlin s'est dit «sous le choc et indigné» après cette attaque. «La montée de l'antisémitisme n'est pas seulement un problème juif et certainement pas seulement le problème de l'État d'Israël», a-t-il dit dans un communiqué. «Nous devons travailler ensemble pour combattre ce mal qui relève la tête à nouveau et constitue une véritable menace à travers le monde». Le gouverneur de l'État

de New York, Andrew Cuomo, s'est déclaré «horriifié» par cet acte «méprisable et lâche», et a demandé à la section de la police de cet État chargée des crimes de haine d'enquêter. «L'État de New York a zéro tolérance pour l'antisémitisme et l'assillant devra faire face à la loi dans toute sa rigueur», a-t-il ajouté sur Twitter. Plusieurs attaques à caractère antisémite ont eu lieu ces dernières années aux États-Unis. Le 10 décembre, une fusillade dans une épicerie casher de Jersey City dans la banlieue de New York avait fait quatre morts, et les deux attaquants avaient été abattus. La police avait qualifié cette attaque d'«acte de terrorisme intérieur alimenté par l'antisémitisme et par des vues anti-forces de l'ordre». Le maire de la ville de New York, Bill de Blasio, a déclaré après l'attaque de samedi avoir parlé à plusieurs amis juifs qui redoutent d'affirmer leur foi en public. «Nous ne tolérerons pas que cela devienne une nouvelle normalité», a-t-il écrit sur Twitter. «Nous allons utiliser tous les moyens que nous avons pour que ces attaques cessent de bonne fois pour toutes».

Tizi-Ouzou/ Lumière sur la nouvelle scène de la chanson amazighe

De jeunes talents font vibrer l'âme des mélomanes

■ De jeunes talents de la chanson amazighe, lauréats de concours et de festivals de la chanson, ont fait vibrer samedi l'âme des mélomanes présents à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, à l'occasion du spectacle musical «Lumière sur la nouvelle scène de la chanson amazighe».

Par Adéla S.

Les voix fraîches, puissantes et limpides de Fella Bellali, Aziz Rezgui, Zahwa Mahour, Amroune Achour et Rezki Ouali, qui se sont produits sur la scène de la salle des spectacles, ont charmé le public qui les a fortement applaudis en guise d'encouragement.

«Il y a de la relève», a lancé Hayet, une jeune enseignante, appuyée par un autre spectateur qui a souligné qu'avec des talents et des compétences pareils, des jeunes qui ont de belles voix et qui font de la chanson à texte, la chanson amazighe se porte bien», a-t-il considéré.

Ce spectacle, organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) en collaboration avec la direction locale de la culture, a été ouvert par une belle et harmonieuse composition d'extraits de chansons de grandes figures de la chanson amazighe disparus, dont Djamilia, Cherif Kheddoum, Brahim Izri et Taleb Rabah, exécutée par l'orchestre qui a accompagné les jeunes talents. Une manière de rendre hommage à ces grands artistes décédés.

Le spectacle de ce samedi a été inauguré par l'artiste montante à la voix porteuse et suave, Fella Bellali, qui a interprété une chanson de Djamilia «A yaghilas» et une de ses chansons «A yemma». Aziz Rezgui a interprété, quant à lui, «Tilawin» de Cherif Kheddoum et «Arjuji» de Samy El Djazairi. Tandis que

Zahoua Mahour a choisi «Amer Ahssigh» de Djamilia et «Sigh el Mesvah» de Nouara. Amroune Achour a chanté «Adyili rebbi dh'emmi» de Taleb Rabah et «Slaavits ayavahri» de Matoub Lounes, alors que Rezki Ouali a opté pour «Sligh i Yemma» de Cherif Kheddoum et «Imdanene» (une de ses chansons).

Le spectacle a été clôturé en beauté par ces jeunes artistes qui ont interprété ensemble la chanson «Amer Ahssigh» de Djamilia, devant un public charmé qui les a gratifiés d'un standing ovation en guise de remerciement et d'encouragement.

L'événement «Lumière sur la nouvelle scène de la chanson amazighe» s'est poursuivi hier avec au programme Mokrane Radji, Sihem Stiti, Bilal Mohri,

Nassima Ait Ammi, et Sylia Ould Mohand.

Aujourd'hui, dernier jour de cette manifestation dédiée exclusivement aux jeunes, le spectacle sera animé par Malik Kezoui, Sarah Mahiou, Lounes Chellili, Hamza Zabot et Yasmine Taleb. Rencontré en marge du spectacle, Ouali Rezki a salué cette initiative de l'Aarc qui a permis aux jeunes artistes, qui s'étaient rencontrés lors des différents concours, de se retrouver et de vivre et partager une nouvelle expérience.

Ce jeune artiste (chanteur et comédien) de Larbaa n'Ath Iraphen, lauréat de Alhan wa Chabab et du Festival de la chanson chaabi en hommage à Kamel Messaoudi (France), a appelé à la préservation de la



chanson d'expression amazighe par les artistes qui doivent produire dans cette langue et par le public qui va lui donner de la valeur par l'intérêt qu'il lui porte.

De son côté, Fella Bellali de Tizi-Ouzou, arrivée 4^e à la demi-finale de Alhan wa Chabab, a

observé que cette initiative de l'Aarc est un encouragement pour les jeunes talents et une occasion pour rendre hommage aux grandes figures de la chanson amazighe qui ont légué aux jeunes un riche patrimoine musical.

A. S./APS

Oran

Ouverture du Salon national des arts plastiques

La 8^e édition du Salon national des arts plastiques s'est ouverte samedi au Musée d'art moderne d'Oran (MAMO) sous le slogan «J'ai dessiné dans mon rêve une patrie». Prennent part à cette manifestation organisée par la maison de la culture «Zeddour-Brahim-Belkacem», 52 artistes plasticiens, dont 12 peintres de plusieurs wilayas du pays, pour exposer près de 160 entre toiles et sculptures représentant diverses écoles artistiques, a indiqué, à l'APS, le chargé de communication de cet établissement culturel, Belhadji Laïd.

Ce rendez-vous, qui a vu la participation d'artistes chevronnés et autodidactes, étudiants et enseignants de l'Ecole régionale des beaux-arts d'Oran, dont des retraités, est une occasion pour les exposants dont les jeunes peintres de se frotter avec eux et tirer profit de leurs expériences et échanger les

idées à l'effet d'enrichir le mouvement des arts plastiques en Algérie, selon le chef de service activités à cet établissement culturel.

Ce qui a marqué le plus cette édition, qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui, est sans conteste l'exposition de belles œuvres artistiques créatives, riches en techniques de dessin sur papier, certaines avec crayon et d'autres en mosaïque, tandis que d'autres travaux créatifs, mélangés de couleurs où les auteurs ont essayé de rechercher une harmonie qui donne plus de reliefs aux tableaux, a souligné Neksif Ahmed.

Ces œuvres artistiques qui ont enjolivé les cimaises du MAMO, traitent plusieurs thématiques dont les monuments historiques, les traditions et coutumes de la société algérienne et autres sujets qui mettent en exergue les paysages naturels, à l'instar des travaux de la jeune peintre oranaise Samia

Chouchlamane, qui suit les influences des géants de l'école réaliste, prouvant sa capacité à introduire les couleurs froides pour reproduire ce patrimoine ainsi que le quotidien des habitants du Sud du pays.

Ce salon, organisé également par la Direction de la culture d'Oran de concert avec les associations culturelles «Art Com» et «El Kheïma El Khadra», prévoit la tenue de deux ateliers portant sur l'art plastique et la mosaïque, outre la projection d'un film documentaire sur le parcours artistique de la défunte artiste-plasticienne Baya, réalisé par El Merakis Hafida, a annoncé la directrice de la maison de la culture, Kouadri Bakhta, lors de la cérémonie d'ouverture de cette manifestation qui a vu la participation d'hommes de culture et d'amateurs d'arts visuels de la capitale de l'Ouest algérien.

R. C.

Chlef

Ouverture des «Journées du théâtre pour enfants»

Les «Journées du théâtre pour enfants» ont été ouvertes samedi, à la maison de la culture de Chlef.

Une affluence considérable d'enfants accompagnés de leurs parents à cet événement culturel, a été enregistrée depuis la matinée, du fait de sa

coïncidence avec les vacances scolaires d'hiver, l'objectif étant, «outre le divertissement des petits chérubins, l'ancrage, chez eux, des valeurs de la famille, de la patrie et de la préservation de l'environnement», ont indiqué les organisateurs.

«La manifestation prévoit la

présentation de 12 pièces théâtrales, à raison de deux représentations/jour, la première à 10h00 de la matinée et la 2^e à 14h00», a indiqué à l'APS le directeur de la maison de la culture, Djilali Dahmani.

Ces journées théâtrales ont été inaugurées par la pièce

«Sadiki» (Mon ami), présentée dans la matinée par Nadi «El Bahdja», du théâtre pour enfants, au moment où l'après-midi de cette première journée verra la présentation de la pièce «Sir El Ghaba» (Le secret de la forêt), de l'association artistique «Gheith Essiham».

L'événement a suscité un intérêt considérable de la part des familles de la région, soucieuses de détendre leurs enfants après un trimestre de pression scolaire et de dur labeur, tout en leur inculquant l'amour du 4^e art.

«Ce type d'initiatives est bénéfique à plus d'un égard pour nos enfants, car il s'agit d'un événement à but pédagogique, avec une portée extrêmement divertissante», a estimé, à ce propos, M^{me} Siham, une parente d'élève.

Une amie qui l'accompagnait, s'est, quant à elle, félicitée de l'affluence nombreuse des familles, reflétant, selon elle, «un intérêt croissant pour le théâtre en général, et le théâtre pour enfants de façon particulière».

Ces journées théâtrales se poursuivront jusqu'au 2 janvier prochain, est-il signalé.

K. L.

Racim C.

Conseil supérieur de la langue arabe 12 projets en cours de concrétisation pour promouvoir la langue arabe

Le Conseil supérieur de la langue arabe (CLSA) œuvre à concrétiser 12 projets dédiés à la promotion et le développement de la langue arabe, a indiqué, samedi à El Tarf, son président Salah Belaid.

Parmi ces «importants projets», appelés à développer et promouvoir la langue arabe à l'ère numérique, figurent un dictionnaire disponible en trois langues (arabe, français et tamazight) dédié à «l'environnement et les énergies renouvelables» et un autre consacré

au domaine médical, a déclaré M. Belaïd, lors de la présentation d'une communication consacrée au rôle du CLSA dans la promotion de la langue arabe «principaux défis et réalisations». A ces ouvrages, conçus avec la contribution «bénévole» d'une élite algérienne, s'ajoutent «12 000 manuscrits algériens dont plus de 2 500 ont été numérisés», un dictionnaire unifié du langage de la vie courante et l'encyclopédie algérienne qui se propose, a-t-il affirmé, de traiter de l'ensemble

des connaissances touchant à tous les domaines, aussi bien culturel, historique, géographique et autres. Organisée à la bibliothèque principale de lecture publique Louise-Françoise dite Mabrouka Belkacem du chef-lieu de wilaya, la rencontre, durant laquelle des cadres et hommes de lettres qui œuvrent pour la promotion de la langue arabe ont été honorés, a été l'occasion pour instaurer un débat «fructueux» entre les participants.



Tournoi féminin de l'UNAF U-21
L'EN remporte le tournoi, Laribi montre sa satisfaction

LA SÉLECTION féminine algérienne des moins de 21 ans (U-21) a remporté le tournoi de l'UNAF (Union nord-africaine de football), en s'imposant devant son homologue tanzanienne sur le score de 3 à 0, en match comptant pour la 3^e et dernière journée disputée samedi à Dar El-Beïda (Alger). L'Algérie, qui s'est imposée grâce aux buts de Ghania Ayadi (37'), Nassima Bakhti (54', sur penalty) et Ikram Bahri (72'), devance au classement final le Maroc et la Tanzanie. Lors des deux premières journées, les Algériennes s'étaient imposées devant l'Égypte (3-0), avant de faire match nul face au Maroc (0-0). Le tournoi féminin de l'Unaf s'est joué en formule d'un mini-championnat, avec l'établissement d'un classement final.

Par ailleurs, l'entraîneur de la sélection féminine des moins de 21 ans (U-21) Ahmed Laribi a estimé samedi que le tournoi de l'Unaf (Union nord-africaine de football) remporté par les Algériennes a été une phase préparatoire bénéfique en prévision du 1^{er} tour des qualifications pour la Coupe du monde (-20 ans) devant être conjointement organisée par le Panama et le Costa Rica en août 2020. «Je

suis aux commandes de cette équipe depuis moins d'un mois et c'est pourquoi j'estime que ce tournoi a été bénéfique et positif pour mon équipe. Nous avons pu relever plusieurs points positifs et nous continueront la préparation pour se déplacer avec la meilleure équipe possible au Soudan et réaliser si Dieu le veut un résultat positif», a indiqué M. Laribi. La sélection féminine algérienne des moins de 21 ans (U-21) a remporté le tournoi de l'Unaf en s'imposant devant son homologue tanzanienne sur le score de 3 à 0, en match comptant pour la 3^e et dernière journée disputée samedi à Dar El-Beïda (Alger). Lors des deux premières journées, les Algériennes s'étaient imposées devant l'Égypte (3-0), avant de faire match nul face au Maroc (0-0). Evoquant le niveau technique général du tournoi, le technicien algérien a dit avoir vu «un niveau technique et tactique acceptable», ajoutant : «Je suis satisfait des résultats réalisés, notamment au vu de la courte durée de préparation depuis que je suis à la tête de l'équipe. On a travaillé avec les joueuses le côté tactique et de notre défense».

Ligue des champions (3^e journée - Gr. C)/
 USMA 0- Mamelodi Sundowns 1

Les Rouge et Noir pratiquement éliminés

■ Les Rouge et Noir sont pratiquement éliminés de la course à la qualification en quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique, suite à leur défaite face aux Sud-africains de Mamelodi Sundowns sur le score d'un but à zéro, samedi soir au stade Mustapha-Tchaker de Blida.



Les Usmistes ratent le coche

Par Mahfoud M.

Pourtant, les gars de Soustara savaient qu'ils n'avaient pas droit à la défaite et qu'ils se devaient de l'emporter pour garder des chances de passer. Mais il semble que l'équipe est gagnée par une crise de confiance, et c'est aussi la conséquence de la succession des problèmes rencontrés jusque-là. L'unique réalisation de la rencontre a été l'œuvre de Hlomphe Kekana (59'). A l'issue de cette rencontre, l'USM Alger reste provisoirement à la seconde place avec un total de 2 points pour 3 matches, der-

rière Mamelodi Sundowns (7 pts). Ce sera vraiment difficile pour les Usmistes qui ont besoin d'un véritable miracle pour passer, d'autant plus qu'ils devront jouer deux matchs à l'extérieur de leurs bases, au Maroc et en Afrique du Sud, et il n'est pas évident qu'ils puissent arracher les trois points là-bas. Le coach de l'USMA, Bilal Dziri, a avoué que la défaite a été amère d'autant plus qu'elle est survenue à domicile et devant les fans. «On est entré avec la ferme intention de l'emporter, mais nous sommes tombés sur une bonne équipe sud-africaine qui a bien géré la par-

tie», a indiqué le premier responsable de la barre technique de l'USMA. Dziri dira que l'équipe manque d'expérience, étant donné que seuls Zemmamouche, Koudri et Meftah ont déjà joué cette compétition par le passé et connaissent la pression de ce genre de matchs, alors que les autres éléments n'ont jamais joué ce genre de compétition. Le driver des Rouge et Noir avoue qu'une défaite à domicile veut tout simplement dire que l'élimination n'est pas lointain, se refusant pour autant de faire porter le chapeau de cette situation à ses joueurs. M. M.

Difaâ El Hassani Al-Djadidi
Amrani à la barre technique ?

L'ENTRAÎNEUR algérien Abdelkader Amrani, 48 heures seulement après avoir résilié à l'amiable son ancien contrat avec le CR Belouizdad, est sur le point de rebondir au club de première division marocaine, Difaâ El Hassani Al-Djadidi, a rapporté samedi l'hebdomadaire sportif local «Al-Mountakhab». Le technicien de 63 ans a été d'ailleurs aperçu dans les tribunes du stade du Difaâ El-Hassani samedi après-midi, à l'occasion du match qui l'opposait à l'OC Safi, pour le compte de la 10^e journée du championnat. «Abdelkader Amrani séjourne actuellement au Golfe

Royal d'El-Haouzia, en attendant de négocier avec la Direction du Difaâ El-Hassani dans la perspective d'un recrutement. Si les deux parties tombent d'accord, elles devraient aussitôt sceller leur engagement», a détaillé le journal marocain, avec à l'appui la photo du technicien algérien dans les gradins. Amrani, vainqueur de la précédente édition de la Coupe d'Algérie avec le CR Belouizdad, s'est dit «incapable de poursuivre sa mission à la barre technique de ce club», et a fini par trouver un compromis ce jeudi, pour une séparation à l'amiable.

Handball/ Trophée «Carpati»

La sélection défaite par la Macédoine

LA SÉLECTION algérienne de handball (messieurs) s'est inclinée face à son homologue macédonienne sur le score de 24 à 25 (mi-temps : 9-15), en demi-finale du tournoi «Carpati» disputée samedi à Bucarest. En vue de ce tournoi préparatif pour la CAN-2020, le sélectionneur français de l'équipe nationale, Alain Portes, a fait appel à 18 joueurs, dont 7 évoluant à l'étranger. Cette échéance préparatoire intervient quelques jours après un stage effectué en Pologne, réservé aux joueurs locaux et ponctué par quatre matchs amicaux, soldés par trois victoires face à l'équipe B de Pologne 30-23, Gdansk

(Div.1) 26-20 et GKS Zukowo (Div.2) 35-23, contre une défaite devant cette même équipe B de Pologne sur le score de 26-33. Lors de la 24^e édition de la CAN, l'Algérie évoluera dans le groupe D à quatre équipes après le retrait du Sénégal. Il s'agit du Maroc, du Congo et de la Zambie. Les quatre équipes se qualifient pour les huitièmes de finale. Seize pays participeront à la CAN-2020, dont le vainqueur final empochera l'unique billet qualificatif pour les Jeux Olympiques Tokyo-2020. Le rendez-vous de Tunisie est également qualificatif au Championnat du monde Egypte-2021.

Coupe d'Algérie (1/32^e de finale)
Le WAT éliminé, le MCA à l'arraché, le CRB, le CSC et la JSS déroulent

L'élimination inattendue du WA Tlemcen, dauphin de la Ligue 2, contre le petit CR Village Moussa, pensionnaire de la Division Amateur (2-0), constitue l'une des rares surprises des matchs de samedi, pour le compte des 32^e de finale de la Coupe d'Algérie, au moment où le MC Alger a éprouvé les pires difficultés pour venir à bout du petit Magrane (Inter-Régions) sur le score de 2-1 après prolongation. Les autres clubs de l'élite comme le CR Belouizdad, le CS Constantine et la JS Saoura ont réussi à se qualifier de manière un peu plus convaincante, respectivement (0-2) chez l'IS Tighennif, (3-1) contre le NC Magra et (3-0) contre le DRB Tadjenant, au moment où l'actuel leader de la Ligue 2, l'Olympique de Médéa, a assez facilement dominé le MO Béjaïa, également pensionnaire de la Ligue 2, sur le score de trois buts à zéro. C'est en effet le WA Tlemcen qui était favori sur papier, même s'il évoluait hors de

ses bases, car confronté à un adversaire de palier inférieur, mais c'est au CRVM que la chance a finalement souri. Ce qui fut également le cas pour l'Escadron noir de Guelma, pensionnaire de la Division Inter-Régions, qui a réussi à sortir l'USM El Harrach (Ligue 2), sauf que cela a été un peu plus difficile pour lui, car il a dû recourir aux tirs au but pour l'emporter finalement (4-1). De son côté, le MC Alger, pourtant 2^e au classement de Ligue 1, a éprouvé toutes les peines du monde face au petit Magrane, sociétaire de la Division Inter-Régions, qu'il n'a battu qu'après prolongations 2-1. Le Doyen a d'ailleurs commencé par être mené au score, sur son propre terrain, avant de renverser son adversaire (2-1) et se qualifier ainsi pour les 16^e de finale. Pour sa part, et même s'il était orphelin de son entraîneur Abdelkader Amrani, le CR Belouizdad, l'actuel leader du Championnat «élite», est allé ramener sa qualification de chez l'IS Tighennif,

sociétaire de la Division Inter-Région, sur le score de deux buts à zéro, au moment où le CS Constantine n'a fait qu'une bouchée du NC Magra, qui évolue également en première division (4-1). Jeudi, en ouverture de ces 32^e de finale de la Coupe d'Algérie, c'est l'AS Marsa, l'un des trois petits poucets de l'épreuve, qui a créé la surprise, en se qualifiant pour le prochain tour, après sa victoire (2-0) contre l'Entente de Sour El Ghozlane, qui évolue pourtant au sein de la Division Inter-Régions. Pour ce qui est des autres petits poucets, le Mouloudia de Oued Chaâba et le MJ Arzew, également sociétaires de la Régionale 2, la chance n'a pas été au rendez-vous, puisqu'ils ont été tous les deux éliminés. Ce tour s'achèvera le 5 janvier 2020, avec le déroulement des deux dernières rencontres inscrites à son programme, à savoir : AS Ain M'ilia (L1) - JS Kabylie (L1) et USM Alger (L1) - USM Khenchela (Amateur). R.S.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Guelma

Lâcher de 500 perdrix dans deux forêts

PAS MOINS de 500 perdrix de l'espèce locale gabra ont été lâchées dans des zones forestières à vocation cynégétique de la wilaya de Guelma, dans le cadre d'une première expérience de la conservation de wilaya des forêts visant à protéger cette espèce avifaune, apprend-on auprès de la conservation. «L'opération menée au cours du dernier semestre 2019 a porté sur le lâcher de 300 perdrix dans la zone cynégétique de la commune de d'Ain El-Arbi, au sud de la wilaya, et 200 oiseaux de la même espèce dans la zone de chasse de la commune de Tamoulouka, à l'ouest de la wilaya», a précisé le chef du service de protection de la flore et de la faune à la Conservation des forêts, Abdelghani Kerboua.

Les deux localités choisies pour cette expérience menée conjointement par la Conservation des forêts et la Fédération de wilaya des chasseurs, offrent les conditions adéquates de nidification pour

cet oiseau et d'importantes ressources cynégétiques, selon le même cadre qui a précisé que les oiseaux lâchés ont été apportés du Centre cynégétique de Zeralda (Tipasa) qui assure la production et l'élevage de gibier. Selon M. Kerboua, l'objectif est de connaître la capacité des oiseaux d'élevage à s'adapter à la vie en milieu naturel afin de mieux protéger cette espèce des risques d'extinction et favoriser le renouvellement des ressources cynégétiques.

La Conservation des forêts «assure un suivi minutieux de zones repeuplées et leur protection contre la chasse illégale», a-t-il ajouté. Une première évaluation de cette expérience sera effectuée en février 2020, à la période de reproduction et de couvée, et 350 chasseurs de la Fédération de wilaya seront mobilisés pour le recensement des perdrix et la délimitation des zones de leur reproduction sur une aire de 120 hectares, a souligné M. Kerboua.

K. L.

Blida

Cinq personnes sauvées suite à la chute d'un ascenseur du 1^{er} étage

LES AGENTS de l'unité principale de la Protection civile de Blida sont intervenus, dans la nuit de samedi à dimanche, pour le sauvetage de cinq personnes bloquées dans un ascenseur qui a chuté du 1^{er} étage d'un immeuble, a-t-on appris auprès des services de ce corps constitué.

Selon la source, l'accident (chute de l'ascenseur avec cinq personnes à bord) s'est produit dans la nuit de samedi, au

niveau d'un bâtiment de huit étages de la «Résidence Chréa», sise au niveau du boulevard «Mohamed-Boudiaf», du centre-ville de Blida.

«Toutes les personnes qui se trouvaient dans l'ascenseur ont été sorties indemnes, et les habitants du quartier ont retrouvé leur calme, suite à la panique qui s'est emparée d'eux après l'accident», a-t-on assuré de même source.

Younès F.

Ain Témouchent

Démantèlement de deux réseaux de passeurs

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale d'Ain Témouchent ont démantelé, dernièrement, deux réseaux d'émigration clandestine et arrêté six individus, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité.

Ces opérations ont été réalisées suite à des investigations menées par les éléments de la brigade territoriale de la commune d'El Amria suite à la mise en échec de deux tentatives d'émigration clandestine par mer de 17 candidats, a-t-on indiqué. La première opération a permis d'arrêter quatre individus originaires d'Alger

et d'Ain Témouchent et d'identifier une autre personne impliquée dans ce réseau, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt, selon la même source.

Dans la deuxième opération, les gendarmes ont arrêté deux individus originaires d'Oran, impliqués dans un réseau de passeurs dont deux autres demeurent toujours en fuite, a-t-on fait savoir.

Le tribunal d'El Amria a condamné les six individus arrêtés à trois ans de prison ferme assortie d'amendes de 100 000 DA chacun.

Kheily Y.

Ali Benflis se retire de la vie politique



Djalou@hotmail.com

Conditions de vie à Béjaïa

La route nationale coupée par des citoyens de Djebira

■ La RN 09 a été coupée hier, au lieu-dit PK 07, par les habitants du village Djebira, commune de Boukhélifa (daïra de Tichy). Cette action est la deuxième du genre en trois semaines.

Par Hocine Cherfa

Les mécontents exigent la prise en charge de plusieurs revendications, dont le revêtement de la route menant au village depuis la RN 09 sur plusieurs centaines de mètres. Ils réclament aussi la réalisation d'un stade de football pour les jeunes du village et l'installation de l'éclairage public. La colère est exacerbée par le fait que les promesses des autorités municipales et administratives, dont la subdivision locale, ne sont pas tenues. Ils menacent de maintenir cette action si les autorités ne concrétisent par les revendications mises en avant sur le ter-

rain, d'autant que des entreprises privées ont proposé de mener, bénévolement, les travaux alors que la subdivision ainsi que l'APC ont été sollicitées pour fournir uniquement le gravier et le tout-venant afin de rendre cette piste carrossable, surtout en période hivernale. S'agissant de l'éclairage, l'APC doit débiter l'installation dès aujourd'hui, alors que la réalisation du stade doit passer par la vérification de la nature (domaniale ou pas) du terrain qui a été proposé par un citoyen. La route a été rouverte peu après midi, soit après l'intervention des autorités du secteur qui se sont engagés auprès des villageois, lors d'une réunion au siège de la

wilaya, de satisfaire les revendications maintes fois soulevées. Des travaux d'aménagement du chemin devraient être entamés dès aujourd'hui, a-t-on appris. Notons que les habitants de Souk El-Djemaâ ont fermé hier le siège de l'APC afin de réclamer la mise à disposition d'un bus pour le transport scolaire des collégiens du village, scolarisés à Béni K'sila, localité située à plusieurs kilomètres. Cependant, l'APC se trouve handicapée par son budget très limité pour la prise en charge de cette opération indispensable pour les collégiens du village qui souffrent quotidiennement pour se rendre à l'école.

H. C.

Tiaret

Dix blessés dans une collision entre deux véhicules

Une collision de deux véhicules survenue samedi à Sidi Saâda, localité située entre Ain Dheb et Naima sur la route nationale (RN 23), a fait 10 blessés, a-t-on appris hier des services de la Protection civile de la wilaya.

Les dix blessés, à des degrés différents de gravité, ont été transférés à l'hôpital d'Ain Dheb par les agents de la Protection civile. Quatre ont été placés sous surveillance médicale, a-t-on indiqué.

Pour lutter contre les accidents de la route, les services de la Protection civile ont mis en œuvre un programme de prévention avec, au menu, des campagnes de sensibilisation, avec la participation des services de la sûreté de wilaya et de la société

civile. Depuis le début du mois de décembre, 12 accidents de la circulation faisant 3 morts et 42 blessés ont été enregistrés au niveau de différents axes du réseau routier de la wilaya de Tiaret.

Accidents de la circulation : 5 morts et 31 blessés en 24 heures

Cinq personnes ont trouvé la mort et trente-et-une autres ont été blessées dans neuf accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures au niveau national, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré à Béjaïa avec deux morts, suite au dérapage d'un

véhicule touristique qui a chuté dans un barrage d'eau au lieu-dit Ighil Handa, dans la commune de Kherrata.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont été sollicités pour deux cas d'intoxication au monoxyde de carbone suite à l'utilisation d'un chauffe-bain à l'intérieur de leur habitation sise au lieu-dit Cité Abdellah-Bacha, commune et daïra de Chaalghoum El Aid, wilaya de Mila.

Des éléments de la Protection civile de la wilaya de Tissemsilt sont également intervenus suite à une explosion de gaz de ville dans un appartement sis dans un immeuble au lieu-dit Ain Takria (commune et daïra de Khemisti).

Hani G.